

Jahn

J'en arrive à ma conclusion. Les réponses auxquelles nous attachons sans doute le plus d'importance sont celles qui seront données aux questions n^{os} 4 et 5, car grâce, aux pouvoirs budgétaires plus étendus dont elle dispose maintenant, cette haute assemblée peut certainement aider de façon appréciable la Commission à obtenir une dotation en personnel et en moyens financiers qui lui permette de mieux mener à bien les tâches qui lui incombent en vertu du traité et du programme d'action en matière d'environnement.

N'oublions pas que nous avons lutté ici même il y a quelques semaines afin que le Conseil rétablisse les crédits qu'il avait supprimés dans le budget relatif à l'environnement, et qu'il a accédé à notre demande. Nous avons donc eu gain de cause. Nous continuerons à lutter pour que les autres exigences de la Commission soient elles aussi satisfaites, à condition toutefois que nous en soyons saisis en temps voulu, afin que nous ne soyons plus obligés d'ouvrir un débat comme celui-ci et de poser une question comme celle de ce soir.

C'est avec le plus vif intérêt que nous attendons la réponse de la Commission, dans l'espoir qu'elle sera franche, claire et circonstanciée.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (1) Monsieur le Président, vu l'heure tardive, l'hémicycle étant à demi vide et privés de la présence du Conseil, le moment ne me paraît pas particulièrement bien choisi pour mener un débat de ce genre, parce que toutes les questions qui ont été aimablement soulevées par M. Jahn, dans l'intention d'aider la Commission, il ne reste à présent que la critique de ce que la Commission n'aurait pas fait. Je crois, au contraire, que la Commission a fait tout son devoir au cours des réunions qui se sont tenues en commission parlementaire, puisqu'elle a présenté un budget exhaustif, qu'elle a envoyé des documents aux membres du Parlement, qu'elle s'est déclarée disposée à participer aux débats, qu'elle est venue discuter et expliquer à tous l'état d'avancement des travaux et les difficultés que certains de ces travaux ont engendrées.

Pour faire œuvre utile et pour éviter que ne subsiste toute trace de critique, je voudrais prier M. Jahn de me donner la possibilité de répliquer à ses critiques, parce qu'il ne m'est pas possible de répondre sans avoir pris connaissance du document que M. Jahn tient en main. C'est exactement comme si j'énumérais 50 ou 60 dispositions et que je demandais ensuite à M. Jahn de me donner son approbation.

C'est pourquoi j'apprécierais que ce débat, s'il a vraiment pour but de faciliter la tâche de la Commission, et de lui apporter une aide devant le Conseil pour

obtenir des crédits et un personnel plus importants, soit renvoyé à un moment plus opportun. D'autre part, je ne suis pas en mesure de répondre complètement à M. Jahn parce que je n'ai pas parfaitement compris les critiques qu'il a adressées, je n'ai pas exactement compris ce que la Commission n'aurait pas fait. Il m'est impossible de donner une réponse sans avoir sous les yeux le détail de ce que la Commission n'aurait pas fait.

M. le Président. — La parole est à M. Della Briotta, qui parlera au nom du groupe socialiste.

M. Della Briotta. — (1) Monsieur le Président, l'heure tardive pourrait nous inciter à ajourner ce débat ; j'estime toutefois qu'il est du droit du Parlement d'engager un débat sur cette question et de donner ainsi à l'Assemblée réunie en séance plénière l'occasion d'examiner en profondeur le problème en cause.

Le groupe socialiste apprécie l'ampleur des actions entreprises dans le domaine de la protection de l'environnement ; nous aurions cependant souhaité que M. Scarascia Mugnozza développe, dans son intervention les thèmes dont ses collaborateurs nous ont parlé il y a à peine une semaine, c'est-à-dire qu'il expose les conclusions auxquelles est arrivé le Conseil de ministres lors de sa réunion du 7 novembre, consacrée à l'environnement, et qu'il donne quelques détails sur la mise en œuvre du programme.

Je ne suis pas en mesure de juger si, dans son intervention de ce soir, M. Jahn s'est montré trop critique, L'heure est trop avancée pour que l'on puisse saisir tous les aspects de problèmes particulièrement techniques.

J'estime toutefois que la politique communautaire en matière d'environnement comprend certains éléments appréciables au plus haut point et qui méritent d'être soulignés. Le Conseil de ministres lors de sa réunion du 7 novembre, dont j'ai déjà parlé, est parvenu à un accord important sur les eaux de surface. Non moins important est le fait qu'il ait adressé aux États membres des recommandations relatives à l'imputation des charges et à l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'environnement, conformément au principe « pollueur-payeur », qu'il ait adressé des directives concernant l'élimination inoffensive des rejets d'hydrocarbures, qu'il ait, enfin, adopté des résolutions en matière d'énergie et d'environnement et qu'il ait sérieusement progressé dans la voie de la ratification des accords et des traités internationaux, indispensable à la mise en œuvre d'actions politiques de grande envergure.

Je dois cependant avouer que M. Jahn n'a pas tort de souligner le retard que nous avons pris dans la mise en œuvre du programme d'action en matière d'environnement. Il s'agit là d'un ensemble de points